

EZLN: Genèse et histoire du conflit néo-zapatiste au Chiapas

« De quoi compte-t-on nous pardonner ? De ne pas mourir de faim ? De ne pas nous taire dans notre misère ? De ne pas avoir humblement supporté le poids historique écrasant du mépris et de l'abandon ? D'avoir pris les armes après avoir constaté que toutes les autres voies étaient closes ? De ne pas avoir observé le code pénal du Chiapas, le plus absurde et le plus répressif qu'on ait en mémoire ? D'avoir montré au reste du pays et au monde entier que la dignité humaine existe encore et qu'on la trouve chez les habitants les plus démunis ? De nous être préparé consciencieusement avant de commencer ? D'avoir des fusils au combat, plutôt que des arcs et des flèches ? D'avoir appris à nous battre avant de commencer à le faire ? D'être en majorité indigènes ? D'appeler le peuple mexicain tout entier à lutter de toutes les façons possibles pour ce qui lui appartient ? De lutter pour la liberté, la démocratie et la justice ? De ne pas suivre la voie des chefs des guérillas précédentes ? De ne pas nous rendre ? De ne pas nous trahir ? (...) » SUBCOMANDANTE MARCOS

Introduction

Au petit matin du 1er janvier 1994, alors que le Mexique commençait la nouvelle année en pensant accéder enfin au premier monde, par l'entrée en vigueur de l'ALENA [1], signé quelques mois auparavant entre les trois pays du sous-continent nord-américain, quelques centaines d'Indigènes mayas chiapanèques [2] occupèrent brièvement quatre villes [3] de l'Etat du Chiapas [4], pour, en fin de journée, se retirer, à l'arrivée de l'armée fédérale.

L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) [5], c'est ainsi qu'il dit s'appeler, n'oublia pas, durant son court séjour à San Cristobal de las Casas, de donner une conférence de presse, devant touristes et journalistes ébahis, riverains endormis, donnant ainsi à connaître ses revendications. Ce premier « communiqué » [6], qui fut diffusé et placardé dans la ville de San Cristobal de las Casas ainsi que dans les autres agglomérations « prises », fut suivi de nombreux autres tout au long des dix ans qui suivront le début de cette insurrection.

Si depuis ces premiers combats, qui finirent douze jours plus tard par le cessez-le-feu ordonné par le président mexicain, M. Carlos Salinas de Gortari, l'EZLN et l'Armée fédérale mexicaine ne se sont plus livrés de combats, malgré la rupture occasionnelle du cessez-le-feu, l'Armée zapatiste et son leader charismatique n'en ont pas moins continué à abreuver les médias nationaux et internationaux de communiqués, lettres, récits et réflexions en tout genre. C'est l'une des raisons du succès médiatique de « l'insolite rébellion des oubliés du "miracle mexicain" [7] », qui d'emblée acquit « un écho international vital » (Dutermé 2004) « privant alors le gouvernement mexicain de l'écrasement muet qui aurait bien arrangé ses affaires ainsi que celles des milieux financiers internationaux, notamment chez l'embarrassant voisin du Nord [8] ».

En effet, parmi les mouvements de guérilla latino-américains, nul n'a été tant présent dans les médias en exerçant si peu de violence. Ce qui fait dire au sociologue belge Bernard Dutermé que « les guérilleros bénéficient d'un retentissement inversement proportionnel à leurs faits d'armes » (Dutermé 2004). Il est vrai que, bien plus que les armes, l'EZLN utilise les mots, les idées pour combattre le « mauvais gouvernement [9] » et prône le dialogue. C'est ce qui fait dire à Alain Touraine qu'ils sont des « révolutionnaires démocrates [10] » ou à Fernando Matamoros Ponce, intellectuel mexicain, que ce « cocktail explosif qui mélange guévarisme et indigénisme, théologie de la libération et mythes fondateurs de la nation mexicaine » s'est imposé comme le premier grand « laboratoire politique de l'après-mur de Berlin [11] ».

Tous ces aspects, et de nombreux autres, nous ont amené à porter notre attention sur ce

singulier mouvement armé.

L'EZLN, résurgence de la question indigène au Mexique

Mexique. 2 décembre 2000. Pour la première fois depuis 1928, l'homme qui dirigera le pays ne le fera pas sous la bannière du PRI, devenu, depuis sa création et son long exercice du pouvoir, le « parti-Etat » [12]. En effet, c'est Vicente Fox Quesada, candidat du PAN [13] qui, quelques mois auparavant [14], a remporté les élections présidentielles, mettant fin au monopole de cette formation qui, « affichant pendant des décennies une façade démocratique, [...] fonctionnait en réalité comme une dictature [15] ». Ce même jour, alors que M. Fox fête son investiture et se prépare à prendre les rênes du pays pour six ans, le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène – Commandement Général de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (CCRI-CG de l'EZLN) [16], par la voix du sous-commandant Marcos, écrit, « depuis les [désormais célèbres] montagnes du sud-est mexicains », au nouveau président pour *[l']informer qu'à partir d'aujourd'hui [il est] l'héritier d'une guerre dans le sud-est mexicain ; celle que l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a déclarée au gouvernement fédéral le 1er janvier 1994, pour réclamer la démocratie, la liberté et la justice pour tous les mexicains [17].*

Au même moment, dans un autre communiqué adressé « au peuple du Mexique » et « aux peuples et gouvernements du monde [18] », encore co-signé par le CCRI-CG et le sous-commandant Marcos, et diffusé par la presse mexicaine, l'EZLN, *considérant qu'il est impossible de concevoir un Mexique digne sans une place digne pour les peuples indigènes du pays [19]*

et

que la reconnaissance constitutionnelle des Droits et Culture des peuples Indigènes est une affaire en cours dont la solution ne peut pas être repoussée plus longtemps [20]

annonce qu'il

a décidé d'envoyer une délégation du CCRI-CG de l'EZLN à la ville de Mexico pour prendre la direction de cette mobilisation et se diriger à l'honorable Congrès de l'Union afin d'argumenter devant les législateurs des bienfaits de ladite "Proposition d'initiative de lois indigènes de la COCOPA" [21].

Emoi au Mexique, les rebelles zapatistes qui sont depuis sept ans retranchés dans leur fief de la forêt Lacandone [22], tenant tête, au su et vu de la communauté internationale, au gouvernement mexicain, décident de sortir du retranchement où l'armée fédérale les a confiné, après les affrontements de janvier 1994 et « la reprise des hostilités » de 1995. Et cela pour aller, en treillis, tenues indigènes et passe-montagnes au visage, devant le Congrès mexicain plaider pour la reconnaissance des droits indigènes.

Le Mexique d'en bas exulte, celui d'en haut accepte avec résignation la nouvelle opération de communication de cette « guérilla médiatique » et de son « cyber-guérillero [23] » qui décide d'envoyer vingt-trois indigènes du Chiapas, l'un des Etats les plus pauvres et les plus reculés du Mexique mais riche en ressources naturelles [24], et leur porte-parole si « médiatique [25] », le sous-commandant Marcos « marche[r] sur Mexico [26] ».

La nouvelle apparition du sous-commandant Marcos et de l'EZLN sur la scène médiatique nationale, et internationale, en cette journée de décembre 2000, après plus de six mois de silence de la rébellion zapatiste, s'ajoute à toutes les manifestations et

apparitions de l'Armée zapatiste depuis ces sept années d'existence publique.

En effet, au Mexique, chacun garde en mémoire ce fameux jour de janvier 1994, où le Mexique d'*en bas*, le Mexique *campesino*, le Mexique indigène, le Mexique aztèque, maya ou zapotèque s'est violemment rappelé à sa mémoire. Au prix d'une centaine de morts [27], selon les chiffres officiels, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale demande au gouvernement mexicain et au reste du pays de bien vouloir stopper pour un temps l'incessante course vers la Modernité et de prendre le temps de se regarder dans un miroir, et de s'y voir.

Dès ses premières paroles publiques, l'EZLN s'affirme comme indigène, le « produit de cinq cents ans de luttes [28] »? L'EZLN s'affirme par là même résolument mexicain. C'est ainsi que l'EZLN déclare aussi, au début de ce conflit, que l'on peut critiquer les moyens mais pas remettre en question les causes de cette révolte [29].

En effet, le mouvement zapatiste affirme dès le premier jour être « une mesure extrême mais juste [30] » contre la « guerre génocide non déclarée [31] » menée depuis de nombreuses années contre « [leurs] peuples [32] ». Même s'il déclare se battre pour *tous* les mexicains, l'EZLN ajoute qu'il le fait en particulier pour les indigènes mexicains [33]. Comme le dit l'écrivain mexicain Carlos Montemayor, « c'est l'aspect indigène qui est sans doute le fait le plus marquant de l'insurrection indigène [34] ».

L'ombre des « guerres des castes » planait à nouveau sur le Mexique.

C'est d'ailleurs sur la question des *Droits et culture indigènes* et de la reconnaissance de l'autonomie indigène que s'est interrompu le dialogue pour la résolution du conflit et « pour une paix digne [35] », entre l'EZLN et le gouvernement mexicain. L'EZLN considérant ce point comme indispensable à la poursuite des pourparlers et à la résolution du conflit, la reconnaissance des droits, cultures et autonomie indigènes étant la base, selon les zapatistes, pour construire une nation mexicaine pluriethnique et multiculturelle, en intégrant l'altérité indigène comme partie prenante de l'identité mexicaine au même titre que l'hispanité, et en reconnaissant chacune comme égale.

Comme le dit Carlos Montemayor, fin connaisseur de la question indigène au Mexique, *Il faut rappeler que l'approche sociale du premier congrès du Mexique indépendant (1824) était fondée sur la négation de l'Indien et que le pays avait été structuré selon le principe de l'inexistence des peuples indigènes. Cela affecta la structure territoriale, politique et sociale, tant nationale que régionale et municipale. Pour surmonter cette erreur historique, on doit reconnaître dans certaines structures politiques et sociales, propres aux peuples indigènes, le noyau réel, culturel et politique, des autonomies. Leur conception égalitaire et collective du travail communautaire de la terre, de leurs valeurs et responsabilités ancestrales civiles, religieuses, politiques et familiales est un exercice politique et juridique conservé. Il a été pratiqué pendant des siècles comme moyen d'autodéfense de la communauté, comme support de leur identité et de leur culture. C'est à partir de cette histoire que l'autonomie doit s'entendre et s'énoncer au plan législatif. [...] La reconnaissance des autonomies indigènes ne peut être perçue comme une invention ou une concession, mais comme le début, pour la première fois en cinq siècles, d'un processus de rapprochement et de reconnaissance institutionnelle des peuples indigènes, comme le premier pas vers une nouvelle organisation administrative du Mexique (Montemayor 2001 : 133).*

Le gouvernement, quant à lui, après la signature par ses représentants, en avril 1996, des *Accords sur les Droits et culture indigènes*, dits *Accords de San Andrés* (du nom de la localité chiapanèque où ils furent signés), fut accusé par l'EZLN de les « dénaturer »

(Duterme 2004). C'est pourquoi l'EZLN choisira d'interrompre les négociations de San Andrés, en expliquant sa position dans un communiqué diffusé par la presse mexicaine, le 3 septembre 1996 :

Après les premiers accords de San Andrés sur le thème Droits et culture indigène, le gouvernement a déployé une stratégie pour retarder leur application en compliquant, jusqu'à l'absurde, les possibilités de concrétisation. Nous, les zapatistes, avons affirmé que les papiers ne garantissent rien s'ils ne s'accompagnent pas d'actions concrètes pour résoudre la grave situation des peuples indiens. L'EZLN a accepté les accords dans le but de démontrer aux peuples indiens, à la nation mexicaine et à l'opinion publique internationale, que le gouvernement n'avait aucune intention de solutionner véritablement la problématique indigène nationale. Le gouvernement veut faire croire, mais n'est nullement disposé à modifier radicalement les rapports entre la nation et les indigènes mexicains.

Sept mois après, le dit thème 1 de San Andrés [36] est au point mort, comme s'il n'y avait eu aucun dialogue, comme si rien n'avait été négocié, comme si rien n'avait été accordé. Les accords n'ont pas été respectés. Ils ne sont que des papiers morts (Montemayor 2001 : 131).

La préoccupation de l'EZLN « pour résoudre la grave situation des peuples indiens » et « solutionner véritablement la problématique indigène nationale » est clairement mentionnée. Nous pouvons dire, sans penser nous tromper, que « le problème indigène », « situation dramatique » (Ramonet mars 2001), « tragique [37] » et « inhumaine » (Pardo 1998) des populations indiennes, apparaît, à côté d'« une refonte du système politique qui garantisse la démocratie [38] », comme le principal domaine de revendications des zapatistes. Mais le gouvernement n'est que peu disposé à négocier et à agir sur cette question.

On peut en effet souligner la ratification par le Mexique en 1990 de la *Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail (OIT)*, organisme des Nations Unies, modifiant la convention n°107 sur les peuples indigènes. Partant du principe que, *dans nombre de pays, les peuples indigènes et tribaux ne jouissent pas des droits de l'Homme au même titre que le reste de la population dite nationale, le traité stipule que soient respectées la culture, la religion, l'organisation sociale et économique et l'identité de ces peuples afin que l'affirmation de cette identité ne puisse être niée que ce soit par un Etat ou par un groupe (Montemayor 2001 : 146).*

Précisément, l'article 7 de la *Convention n°169* stipule que *les peuples intéressés doivent disposer du droit de décider leurs propres priorités en ce qui concerne le processus de développement, dans la mesure où celui-ci affecte leurs vies, leurs croyances, leurs institutions, leur bien-être spirituel et les terres qu'ils occupent ou dont ils se servent d'une manière ou d'une autre, et contrôler, dans la mesure du possible, leur propre développement économique, social et culturel. De plus, ces peuples doivent participer à la formulation, l'application et l'évaluation des projets et des programmes de développement national et régional susceptibles de les toucher directement [39].*

Ce sont en effet les articles de cette Convention, signée par le Mexique, que reprenaient les *Accords de San Andrés*, signés eux aussi, au Sénat par le gouvernement et lors des négociations de San Andrés par la délégation gouvernementale, mais jamais appliqués jusqu'à ce jour. Ces revendications et ces négociations entre l'EZLN et le gouvernement mexicain donnent raison à Arnaud de la Grange, expert en géopolitique, qui dans une

interview dans le *Figaro Littéraire*, explique que *les zapatistes du Chiapas préfigurent peut-être les guérilleros de demain. Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de faire évoluer les structures de la société par une sorte de lobbying armé* [40].

Malgré cela, malgré ce « lobbying armé », les revendications indigènes n'ont donc toujours pas été écoutées, et la situation des peuples autochtones mexicains n'a que très peu évoluée depuis le soulèvement zapatiste de 1994.

C'est ainsi qu'à la fin du 20^e siècle, alors que le Mexique prétendait entrer enfin dans le « premier monde », par la signature notamment du TLC ou ALENA, les Indigènes du Chiapas par leur irruption violente sur la scène politique nationale démontrent au reste du monde que le Mexique est encore loin de former une *nation* [41]. Comme le dit le sociologue mexicain Fernando Matamoros Ponce, *le destin d'un pays est écrit par ses sujets qui, collectivement, construisent ainsi une nation* (Matamoros Ponce 2001 : 55) (nous soulignons).

Dans le cas du Mexique, une frange non négligeable de la population (y en aurait-il une négligeable ?) est exclue du processus de construction de la nation, n'a pas droit de parole et n'a pas sa place [42].

En d'autres termes, ce 1er janvier 1994, le « problème indigène [43] » réapparaissait, prenant pour tribune la presse nationale et internationale. Il se réaffirmait encore ce 2 décembre 2000, en s'adressant « personnellement » au nouveau détenteur du pouvoir exécutif. Il le fera encore le 10 mars 2001, lors de sa visite à Mexico et son passage au Congrès de la Nation. Mais est-il encore besoin de réaffirmer le problème indigène ? Est-il encore besoin de prouver, de démontrer la marginalisation et le mépris dont souffre l'Indien, depuis « cinq cents ans de luttes » ?

Cette « question indienne » n'est pas en effet un problème nouveau. Il naît avec la Conquête, se développe pendant toute la période coloniale et continue depuis plus d'un siècle et demi de vie républicaine d'évoluer selon les contextes nationaux sans qu'aucune politique ne réussisse à le résoudre [44].

Mais il est vrai que le Mexique d'en haut a, d'une certaine façon, tendance à l'oublier.

Un passé encore très présent

En effet, depuis l'année 1492, alors qu'en cette même année l'Espagne « répudie son Autre intérieur en remportant la victoire sur les Maures dans l'ultime bataille de Grenade et en forçant les Juifs à quitter son territoire ; [et qu'elle] découvre l'Autre extérieur, toute cette Amérique qui deviendra latine [45] », le territoire américain, lui, ne cessera de voir se poser avec violence le problème de l'acceptation de l'Autre.

Depuis Christophe Colomb, « associé à ces deux mythes apparemment contradictoires, celui où l'Autre est un "bon sauvage" (c'est lorsqu'il est vu de loin) et celui où il est un "sale chien", esclave en puissance » (Todorov 1982 : 67), jusqu'aux gouvernements de MM. Carlos Salinas de Gortari et Ernesto Zedillo Ponce de León, envoyant trente mille soldats [46] de l'armée fédérale pour chasser les zapatistes, extorquant des informations à l'aide de la torture, du pillage et de la violence gratuite [47], l'indigène mexicain reste marginalisé tant socialement, que culturellement et politiquement.

C'est ce constat de *persécution* lors de la Conquête, puis d'exploitation et de marginalisation de la personne de l'indigène qui amena d'abord les religieux (Montesinos, Bartolomé de las Casas, Vasco de Quiroga...), puis les intellectuels,

écrivains ou anthropologues entre autres, à défendre l'indigène et à réfléchir sur les problèmes que sa situation supposait.

C'est ainsi qu'apparaîtra à la suite de Montesinos, Bartolomé de la Casas et bien d'autres encore qui joueront de leur influence sur le pouvoir monarchique pour adoucir la condition de l'indigène. Un exemple parmi d'autres est en effet le travail effectué par Bartolomé de las Casas concernant l'*encomienda* et les Lois des Indes. Ainsi que le rôle qu'il a joué dans la dénommée *Controverse de Valladolid*, commission devant se prononcer sur le fait de savoir si l'indigène d'Amérique a ou non une âme. Bien connu aussi est son travail pour dénoncer les exactions commises à l'encontre des populations autochtones des Amériques [48]. Malheureusement, même si les différents souverains d'Espagne affirmeront par divers décrets que l'indigène doit être considéré comme humain et sujet de la couronne de Castille [49], sa situation quotidienne ne s'en trouvera en réalité pas plus adoucie. L'indigène continuera donc à subir l'autoritarisme et l'exploitation des nouveaux arrivants.

Lorsque arriveront les guerres d'indépendance, certains pensent que la distinction séculaire et discriminatoire entre indigènes et blancs va se résorber dans la fondation des différentes nations latino-américaines, l'indigène et le blanc devenant chacun des citoyens à part entière. Des personnalités tel que San Martin pour le Pérou ou Benito Juarez pour le Mexique proclament l'égalité juridique entre tous les citoyens et proposent même de bannir le terme « indien » du vocabulaire officiel, interdisant toute référence ethnique. Le problème indigène sera alors pensé dans le cadre de la fondation et la consolidation de la nation. Car en effet, « la prise de conscience que l'indépendance a laissé subsister le clivage colonial entre Indiens et non-Indiens débouche sur le constat que la nation reste à fonder [50] ».

C'est dans cette perspective qu'est abolie la propriété communautaire des terres, système autour duquel s'organisent et vivent les communautés indigènes, les terres communautaires étant réparties entre tous les usufruitiers. Le démantèlement des communautés agraires marque le début d'un vaste mouvement de privatisation foncière à l'échelle du continent. Ces mesures seront lourdes de conséquences marquant définitivement la plupart des sociétés latino-américaines, particulièrement la société mexicaine.

En effet, au Mexique les guerres d'indépendance avaient largement mobilisé les populations indigènes, qui croyaient que la fin de la domination espagnole et du joug colonial signifiait l'établissement d'une société plus juste, et la possibilité d'améliorer leur condition. Mais rapidement, ils durent se raviser comprenant qu'en réalité ils n'avaient fait que changer de maître, passant des Espagnols aux créoles ou *ladinos* [51]. « Comme partout en Amérique latine, l'indépendance se fit sans décolonisation [52] », ou plutôt la colonisation devenant intérieure. Avec l'Indépendance, « le colonisateur a changé : il n'est plus hispanique mais s'est nationalisé et créolisé » (Morin 1982 : 5), maintenant l'indigène marginalisé et asservi et reproduisant une relation coloniale. C'est pourquoi, nous dit Françoise Morin, de nombreux chercheurs utilisent le « concept de *colonialisme interne* [...] pour caractériser la situation d'oppression et de domination de l'Indien actuel » (ibidem).

Au Mexique, la suppression de la propriété collective, ecclésiastique comme indigène, jugée improductive, signifiait l'agrandissement des grandes propriétés, renforçant alors l'asservissement des populations indigènes, qui dépossédées d'une façon ou d'une autre de leurs terres communautaires n'eurent d'autres alternatives que travailler dans les grandes propriétés foncières, les *latifundios* [53], dans une condition de quasi-esclavage. Pratiquant l'endettement à vie et l'*enganche*, les grands propriétaires terriens mirent au

point un système destiné à asservir totalement la population indigène, qui ne pouvait plus quitter la propriété. Cette situation dura jusqu'au 20^e siècle [54], malgré la révolution mexicaine et la répartition des terres. C'est en effet dans ce contexte qu'apparu Emiliano Zapata, exigeant « la terre pour ceux qui la travaillent ». Ses objectifs seront notamment exposés dans le *Plan de Ayala* signé le 25 novembre 1911 [55].

Malheureusement encore, après le « cri d'Indépendance » de Hidalgo [56], et la forte participation des indigènes à l'indépendance de leur pays, l'autoritarisme et le pouvoir ne feront, en pratique, que changer de mains, les *gachupines* [57] étant remplacé par les *criollos* [58], les indigènes quant à eux retrouvant encore anéanti l'espoir de posséder la terre. C'est en effet cette période qui verra en partie s'établir et se consolider l'oligarchie terrienne que la révolution de 1910, au cri de *Tierra y Libertad* et malgré tous les espoirs qu'elle suscite, ne parviendra pas à renverser.

Après la mort, l'exécution même, d'Emiliano Zapata et de Pancho Villa, la révolution fut « confisquée », et son institutionnalisation a « donné naissance à une mythique promesse de terre » (Matamoros Ponce 1998 : 56). Néanmoins, « il y eut des moments révélateurs d'une tentative d'application de la continuité de la révolution. Cárdenas en est l'exemple [59] ». Mais en dehors de cette tentative, limitée il est vrai [60], l'indigène mexicain attend toujours la répartition agraire de la part d'un gouvernement auto-dénoté « révolutionnaire », qui, pour se légitimer, intègre « dans le même registre de l'histoire officielle les assassinats d'Emiliano Zapata par Venustiano Carranza, de Pancho Villa par Alvaro Obregón, d'Obregón par Plutarco Elías Calles » et se proclame l'« héritier(s) de tous ces dirigeants, crée(nt) la famille révolutionnaire et fonde(nt) le parti de la révolution, en 1929, appelé Parti national révolutionnaire (PNR), ascendant direct du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) » (Matamoros Ponce 1998 : 55), au pouvoir jusqu'en décembre 2000. Mais les indigènes restent encore et toujours marginalisés, dépossédés.

Quand on connaît l'action du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari envers les peuples indigènes mexicains, comme par exemple la réforme de l'article 27, article si important pour l'avenir des communautés indigènes, et symbole de la lutte paysanne d'Emiliano Zapata, on ne peut qu'être surpris en entendant celui-ci affirmer :

Emiliano Zapata inspire notre effort. Il a lutté pour obtenir que l'initiative et les solutions viennent des villageois, des communautés elles-mêmes. Il a voulu qu'elles dessinent et construisent leurs programmes pour leur bénéfice et leurs progrès. Voilà le meilleur moyen pour conserver dans notre vie quotidienne les valeurs simples et profondes transmises de génération en génération : l'affection, la confiance, le devoir et la dignité. Dans la nation continueront les batailles en faveur de la justice sociale tant que vivra dans le cœur des Mexicains le souvenir et l'exemple d'Emiliano Zapata [61].

On croirait entendre les zapatistes, qui se soulèveront quelques mois plus tard. On se rend compte alors combien le gouvernement s'est approprié la révolution et combien son discours est factice et démagogique, et avec l'EZLN nous pouvons dire, comme nous l'avons mentionné plus haut, que

Le gouvernement veut faire croire, mais n'est nullement disposé à modifier radicalement les rapports entre la nation et les indigènes mexicains (Montemayor 1998 : 131).

Néanmoins, tout au long de cette Histoire, les indigènes sans pour autant vraiment s'organiser, tenteront à plusieurs reprises de secouer le joug de l'opresseur, résistant, protestant, subissant par là même la répression. De la conquête à nos jours, en passant par l'époque coloniale, Yaquis, Mayas ou Zapotèques, l'histoire mexicaine est parsemée de tentatives de résistance de la part des populations autochtones [62].

Si la dernière en date, les zapatistes de l'EZLN, se réclame héritière de toutes celles-ci, sa base arrière, le Chiapas, un des états les plus oubliés du Mexique, connaît depuis les années 70, notamment avec le travail de « l'évêque rouge [63] », Samuel Ruiz García et l'organisation du Congrès National Indigène en 1974 à San Cristobal de las Casas, un travail de conscientisation des masses indigènes de la région. Ce travail de conscientisation et d'organisation politiques, sociales et syndicales des populations autochtones et paysannes du Chiapas ne doit pas être ignoré dans la compréhension et l'appréhension du mouvement de revendication apparu au 1er janvier 1994 à San Cristobal de las Casas.

Affirmer alors que le conflit chiapanèque, et ses revendications, cristallise en lui le problème indigène en cette fin de siècle c'est considérer que la situation actuelle de l'indigène mexicain s'inscrit donc inévitablement, comme nous avons essayé de le démontrer rapidement ci-dessus, dans la continuité de la Conquête, de l'époque coloniale et moderne. Nous ne pouvons comprendre celle-là sans comprendre celle-ci. L'histoire mexicaine s'inscrit depuis cinq siècles dans une constante négation de l'altérité.

La solution au problème indigène comprend donc un ensemble de réponses à cette « cuestión tan secular como la coexistencia de naciones étnica, lingüística y culturalmente diversas, en el marco de formaciones sociales a la vez unitarias y plurales [64] », en leur reconnaissant l'exercice de leurs droits en tant que peuples. Ainsi, si l'un des aspects majeurs sous lequel considérer le problème indigène est celui de la reconnaissance de ces peuples, de leurs droits et de leurs cultures au sein de nations multiculturelles, c'est aussi l'un des points les plus évoqués dans les productions discursives zapatistes.

Si nous avons fait le choix d'évoquer dans ces dix dernières pages ces événements c'est qu'ils font partie intégrante du discours de l'EZLN ainsi que du préconstruit (considéré « comme la trace, dans l'énoncé, d'un discours antérieur [65] », d'un « déjà dit ») et de l'imaginaire de tout mexicain, premiers destinataires des productions textuelles de l'EZLN. La première déclaration publique de l'EZLN ne commence-t-elle pas par « Nous sommes le produit de 500 ans de luttes... [66] ». A qui renvoie ce « nous », à quand renvoient ces « 500 ans » et à quoi renvoient ces « luttes » ? Il ne faut surtout pas oublier que ce texte a été écrit en décembre 1993, soit un an et deux mois après le Cinquième Centenaire de la « Découverte » ou « Conquête » (encore un problème de dénomination lourd de sens !) de l'Amérique. Cet événement fastueusement fêté en Europe ainsi que par une partie du peuple latino-américain, a été l'occasion pour les indigènes du Chiapas [67] (non pas encore l'EZLN qui surgira publiquement le 1er janvier 1994), excédés par cette commémoration hypocrite et par leur misère, de descendre dans les rues de San Cristóbal de las Casas et de renverser la statue du conquistador Mazariego, symbole de la Conquête espagnole. Nous ne nous attacherons pas dans cette partie au discours et à l'interdiscours des écrits zapatistes, ni même à poser tous les jalons socio-historiques utiles à la compréhension des communiqués zapatistes, du préconstruit et de l'interdiscours, mais n'avons décidé de n'en donner que quelques uns.

Mais, toujours dans le but de montrer l'évocation du passé dans les écrits zapatistes, nous concluons alors cette introduction en complétant la citation que nous avons commencé

plus haut et qui, s'adressant au « Peuple du Mexique, Frères mexicains », dit :

Nous sommes le produit de cinq cents ans de lutte, d'abord contre l'esclavage, durant la guerre d'Indépendance contre l'Espagne menée par les insurgés, ensuite contre les tentatives d'expansionnisme nord-américain, puis pour promulguer notre Constitution et expulser l'Empire français de notre sol, enfin contre la dictature porfiriste qui refusa une juste application des lois issues de la Réforme. Du peuple insurgé formant ses propres chefs surgirent Villa et Zapata, des pauvres comme nous, à qui on a toujours refusé la moindre formation, destinés que nous étions à servir de chair à canon, afin que les oppresseurs puissent piller impunément les richesses de notre patrie, sans qu'il leur importe le moins du monde que nous mourions de faim et de maladies curables; sans qu'il leur importe que nous n'ayons rien, absolument rien, ni un toit digne de ce nom, ni terre, ni travail, ni soins, ni ressources alimentaires, ni instruction, n'ayant aucun droit à élire librement et démocratiquement nos propres autorités, sans indépendance aucune vis-à-vis de l'étranger, sans paix ni justice pour nous et nos enfants.

Mais nous, AUJOURD'HUI, NOUS DISONS : BASTA ! Nous, les millions de dépossédés, héritiers des véritables fondateurs de notre nationalité, nous appelons tous nos frères à suivre cet appel, seule possibilité pour ne pas mourir de faim devant l'ambition insatiable d'une dictature vieille de soixante-dix ans, dirigée par une bande de traîtres qui représentent les groupes les plus conservateurs, les bradeurs de la patrie. Ce sont les mêmes que ceux qui se sont opposés à Hidalgo et à Morelos, qui ont trahi Vicente Guerrero, les mêmes qui ont vendu plus de la moitié de notre sol à l'envahisseur étranger, qui ont amené un prince européen pour nous gouverner, les mêmes encore qui ont formé la dictature des scientifiques porfiristes, qui se sont opposés à l'expropriation des compagnies pétrolières, qui ont massacré les cheminots en 1958 et les étudiants en 1968, les mêmes enfin qui, aujourd'hui, nous prennent tout, absolument tout [68].

Le « problème indigène » en Amérique latine dont l'EZLN peut être considéré comme une des dernières résurgences au Mexique, est présent depuis fort longtemps sur le continent latino-américain.

Mais, après cette brève entrée en matière socio-historique et politique, et avant d'aller plus loin dans la présentation du conflit, armé ou non, entre l'EZLN et le gouvernement mexicain, évoquons brièvement la formation de l'EZLN en donnant quelques éléments qui peuvent aider à la compréhension du mouvement insurrectionnel. Nous relaterons alors l'émergence puis le développement du zapatisme.

Nous nous centrerons alors sur la constitution, autour de celui que l'on appelle aujourd'hui « le sous-commandant Marcos », d'un groupe composé d'abord d'intellectuels citadins, ensuite de militants politiques indigènes et enfin de *campesinos* chiapanèques d'ethnies mayas. Le parcours de l'EZLN avant le 1er janvier 1994 peut être reconstitué grâce d'une part aux témoignages du sous-commandant Marcos dans certaines interviews [69]. Une des autres sources qui nous a été fort utile (parmi la masse d'ouvrages et d'articles étudiant le conflit chiapanèque ainsi que la genèse et la composition de l'EZLN [70]), quoique plus suspecte [71], pour reconstituer l'histoire du mouvement zapatiste avant le 1er janvier 1994, a été le livre des journalistes Bertrand de la Grange (*Le Monde*) et Maïté Rico (*El País*) [72]. Ce livre, enquête essentiellement basée, selon certains de ses détracteurs, sur des sources gouvernementales ou pro-gouvernementales, donnerait une vision biaisée de la constitution de l'EZLN et de ses

origines, notamment en insistant particulièrement sur la relation d'ascendance directe entre les FLN (*Fuerzas de Liberación Nacional*, plutôt violente et marxiste) et l'EZLN. Cependant, la version du sous-commandant Marcos, disponible dans les interviews que nous venons de citer en note de bas de page provient elle aussi d'un seul point de vue et à cet égard peut aussi être soupçonnée de partialité. Enfin, certaines autobiographies d'anciens zapatistes sont aussi disponibles.

Processus formationnel de l'EZLN : 1983-1994

Introduction

Le Mexique, officiellement Etats-Unis du Mexique, a une longue tradition révolutionnaire. Depuis le cri de l'indépendance de Morelos et Hidalgo [73] jusqu'à l'apparition de l'*Ejército Popular Revolucionario* (EPR) [74] en 1996, en passant par la célèbre Révolution mexicaine d'Emiliano Zapata [75] et Pancho Villa, le Mexique a été un terrain fertile pour les insurrections. Le parti politique au pouvoir sans aucune interruption de 1929 à 2000 ne s'appelle-t-il pas *Parti de la Révolution Institutionnelle* (PRI) [76] ? Le PRI et le Mexique veulent se montrer comme les héritiers de la Révolution mexicaine. Cependant, même si celui-ci (le PRI) n'avait plus rien de révolutionnaire, le soutien du Mexique et du parti-Etat aux différents « mouvements de libération nationale » ne rendait la tâche que plus dure aux (prétendants mexicains à l'insurrection) insurgés mexicains. Des pays comme Cuba, ne voulant pas s'aliéner le soutien du Mexique, ne s'aventuraient pas à soutenir les guérilleros mexicains. Comme le dit si bien le sous-commandant insurgé Marcos, pour les guérillas latino-américaines, « soutenir un mouvement armé [au Mexique], c'était détruire leur arrière stratégique. Impossible » (Le Bot 1997 : 114).

D'autre part, en 1994, le Mexique croyait révolu le temps des guérillas. Ne pensait-il pas accéder enfin au « premier monde » par la signature de l'ALENA. Cependant, c'est le moment qu'ont choisit les « oubliés de toujours », les indigènes mexicains, pour se rappeler à la mémoire du « Mexique d'en haut ». En effet, comme le dit si bien le roman de Mariano Azuela, il y a « ceux d'en bas [77] ». Et au Mexique, « ceux d'en bas » sont, en majorité, les indigènes. La plupart des indigènes vivent, ou plutôt survivent, avec moins d'un dollar par jour. Il suffit de s'intéresser de plus près à un Etat comme celui du Chiapas pour voir les inégalités criantes dont sont victimes les populations indigènes. Si le Chiapas est l'un des Etats mexicains qui recèle les plus grandes ressources naturelles (pétrole, bois, mines), c'est aussi celui où la population est la plus défavorisée. Analphabétisme, maladie, répression, corruption, misère, le Chiapas est à plaindre. Sa situation déplorable en a fait le terreau idéal à la croissance de la contestation par les armes, les protestations pacifiques n'étant de toutes façons pas écoutées et même violemment réprimées. Car comme le dit Carlos Montemayor, « si certaines conditions économiques et sociales ne changent pas, les groupes de guérillas qui luttent contre ces conditions ne disparaîtront pas non plus » (Montemayor 1998 : 20).

Jusqu'au 1er janvier 1994, l'EZLN est resté dans la clandestinité. Mais bien plus que d'être dans la clandestinité, il était surtout totalement inconnu de l'opinion publique mexicaine et internationale (en dehors des sympathisants chiapanèques à la cause zapatiste et de quelques doutes du gouvernement mexicain (ministère de l'intérieur) quelques mois avant l'insurrection), des gouvernements régional et fédéral, des services secrets mexicains et américains. C'est l'une des raisons de l'énorme surprise qu'a pu créer l'apparition de guérilleros au visage masqué au matin de la Saint Sylvestre de

l'année 1993. De fait, pour savoir comment s'est constitué ce mouvement armé, quelle est son histoire (avant 1994, date du soulèvement armé) nous ne pouvons nous référer seulement aux témoignages d'acteurs ou spectateurs de cette aventure. Alors, selon le sous-commandant Marcos, chef militaire et, depuis le début de l'insurrection, porte-parole de l'EZLN (et maintenant véritable symbole du néozapatisme et de la lutte), le zapatisme de 1994 naît de « la confluence de trois composantes principales : un groupe politico-militaire, un groupe d'Indiens politisés et très expérimentés et le mouvement indien de la Selva [78] ».

Le noyau initial marxiste-léniniste

En 1974, le gouvernement et l'armée pensent mettre un point final à la répression des guérillas en attaquant, à Nepantla [79], le quartier général d'un groupe armé nommé FLN (*Fuerzas de Liberación Nacional* [80]), ainsi que sa cellule au Chiapas (De La Grange & Rico 1998). L'armée, après avoir exécuté les dirigeants de l'ANCR et du PDLP [81], Génaro Vasquez (1972) et Lucio Cabañas (1974) [82], s'était attachée à éliminer la dernière guérilla gênante, les FLN. Dans cette répression sanglante, Fernando Yanez, activiste du FLN, perdra son frère, César, le dirigeant. C'est lui, Fernando Yanez, qui, prenant le pseudonyme de *comandante* Germán, va rassembler à ses côtés quelques activistes, desquels une partie ira quelques années plus tard s'installer dans la *selva Lacandona*, au Chiapas, donnant naissance à l'EZLN. Si c'est ainsi que le journaliste Bertrand La Grange, correspondant pour *Le Monde* au Mexique et en Amérique Centrale, retrace l'ascendance de l'EZLN, le sous-commandant Marcos, on peut aisément le comprendre, ne mentionne que très peu, dans son récit, les FLN.

Pour le sous-commandant Marcos, interviewé par le sociologue Yvon Le Bot accompagné du journaliste Maurice Najman, le noyau initial était une « organisation politico-militaire marxiste-léniniste, très proche dans ses options militaires des guérillas de libération nationale d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale » (Le Bot 1997 : 112). Cette organisation, urbaine, composée de militants appartenant à la classe moyenne mexicaine a pour objectif de se préparer afin d'être prête le moment venu. Ce mouvement, bien qu'influencé par les guérillas latino-américaines et le socialisme international, commence à se singulariser en s'identifiant peu à peu à l'histoire mexicaine plutôt qu'internationale. D'autre part, c'est une organisation modeste et intellectuelle qui ne reçoit pas d'aide extérieure (guérillas et gouvernements latino-américains, socialisme international (Cuba, URSS)) et qui décide de ne pas se procurer d'argent de manière illégale (rapt, casses, trafic). C'est aussi pourquoi le gouvernement n'a pas pu les repérer avant l'insurrection de 1994.

En résumé, c'est une organisation urbaine, de classe moyenne, « politiquement saine » (Le Bot 1997 : 116), très petite, pauvre, inconnue des services secrets, qui ne reçoit pas d'aide extérieure et qui ne s'est pas encore confrontée à la réalité indigène. A cette époque, le sous-commandant Marcos ne faisait pas encore partie du mouvement ; il semblerait qu'il soit arrivé après, lorsqu'une cellule ira s'installer au Chiapas, en 1983.

Les indigènes politisés

Ce noyau initial citadin (Mexico, Monterrey) va rencontrer un groupe d'« Indiens politisés » (Le Bot 1997 : 118), ayant une longue expérience syndicale et associative, qui milite depuis des années pour l'amélioration de leurs conditions de vie (problèmes de terre, droits politiques...). La rencontre entre ces deux groupes va donner naissance au projet de création d'une armée régulière, non pas d'une guérilla. L'idée mûrie et quelque temps après, en 1983, un groupe réduit d'indigènes et de métis, passant à la

clandestinité, va s'installer dans la *selva Lacandona*, et crée solennellement l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) le 17 novembre.

La « selva Lacandona »

Selon Marcos, six personnes, trois métis et trois indigènes, se seraient installées dans le campement *La Pesadilla*, dans la *selva Lacandona* à cette date. C'est un endroit parfait pour la clandestinité, où il faut parfois plusieurs jours de marche pour atteindre un village, sans routes ni chemins, où ne s'aventurent même pas l'armée ni les *guardias-blancas* [83]. Commence alors, selon les mots de Marcos, « des années de grande solitude » (Le Bot 1997 : 123) où, n'ayant pas encore l'appui des communautés villageoises chiapanèques, les apprentis guérilleros vont devoir apprendre à vivre seuls dans la montagne. C'est ainsi que, des années plus tard, lorsqu'ils se soulèveront un certain 1er janvier, les guérilleros masqués ne trouveront pas la société qu'ils avaient laissée ni celle qu'ils pensaient trouver.

Mais à cette époque, l'EZLN n'est pas encore indigène. En effet, même s'il ne reste que peu de personne du groupe urbain initial (la plupart ne se sont pas installés dans la forêt Lacandona), l'EZLN ne s'est pas encore rapprochée des communautés indigènes de *Los Altos*. L'EZLN va alors vivre en autarcie de long mois n'ayant que peu de contact avec l'extérieur. Ses membres commencent néanmoins à se préparer au combat, étudiant « surtout les manuels de guérilla et contre-guérilla de l'armée nord-américaine » (Le Bot 1997 : 123). Ces années d'isolement passées dans la *selva* auront notamment pour conséquence de les déconnecter de la réalité mexicaine (si ce n'est, après 1988, celle du Chiapas). En 1985, seules huit personnes composent l'EZLN.

Les communautés indigènes

Quand il établira le contact avec les communautés indigènes, l'EZLN n'est déjà plus un groupe urbain, sinon une guérilla armée qui descend de la montagne, où ses membres vivent depuis quatre ou cinq ans. C'est un élément très important, les guérilleros venus de la montagne, du néant, qui, d'une certaine façon, coïncide avec certaines croyances culturelles indigènes [84]. Ce ne sont plus des gens de la ville qui arrivent dans les villages indigènes sinon des personnes qui ont accepté de vivre dans des conditions beaucoup plus difficiles que la plupart des indigènes dans leur communauté, et cela au nom de la cause qu'ils embrassent. Les communautés auront du respect envers ces individus. Les chefs des communautés indigènes acceptent alors que l'EZLN les initie à l'autodéfense, afin de faire face à la répression, toujours plus sévère, des *guardias-blancas*. Néanmoins, le contact ne s'est pas établi spontanément, et des mois d'approche, de discussions et de rencontres ont été nécessaires pour qu'enfin l'EZLN entre en tant que telle dans un village indigène chiapanèque. C'est de cette rencontre décisive et de la fusion de ces deux éléments, enrichie des années d'activisme et d'évolution que cela suppose, que naîtra le zapatisme de 1994. En effet, après ces premiers contacts, commencent alors les échanges politiques et culturels, entre les guérilleros et les communautés indigènes, tzeltal, tzotzil, ch'ol, et tojolabal principalement.

Cependant, quand l'EZLN s'établit au Chiapas, la région a déjà de longues années d'activisme, politique ou associatif. En effet comme nous l'avons vu précédemment, l'action de l'Eglise, principalement sous la houlette du désormais célèbre évêque Samuel Ruiz, la théologie de la libération, l'action d'activistes maoïstes [85], et « l'apparition depuis presque vingt ans dans les communautés tzeltales de la région d'organisations paysannes indépendantes » (Montemayor 1998 : 28) (ARIC, OCEZ, Unión de Uniones...) couronné notamment par l'organisation du Premier Congrès National Indigène à San

Cristobal de las Casas ont sensibilisé depuis longtemps les indigènes chiapanèques aux injustices dont ils sont l'objet et à la protestation sociale.

Peu à peu, l'EZLN commence à s'implanter dans la région, par l'adhésion de nombreux indigènes et communautés à la cause zapatiste. Rapidement, les *ladinos* [86] se retrouvent minoritaires dans le groupe, jusqu'à ce qu'ils ne soient que deux parmi des centaines d'indigènes.

Cependant, comme nous l'avons mentionné, nous pouvons distinguer trois courants qui ont préparé le terrain sur lequel va venir s'implanter l'EZLN au Chiapas.

Il convient de mentionner d'une part l'action pastorale, conduite notamment par Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristobal de las Casas depuis 1960, et inspirée par la théologie de la libération, qui encourage « la critique des réalités sociales et promeut la prise de conscience et l'auto-organisation de opprimés, acteurs de leur propre histoire luttant pour leurs revendications matérielles, politique et culturelles [87] ».

D'autre part, un autre courant important dans la préparation politique des indigènes du Chiapas, est l'implantation au Chiapas « de militants politiques issus du mouvement de 1968 mexicain et originaires du Centre et du Nord du pays » (Le Bot 1997 : 53), de type maoïstes, affiliés à l'organisation *Política popular-Línea proletaria*, et qui, au début des années 1980, seront expulsés.

Enfin, le troisième critère à prendre en compte est le « processus d'organisation autonome des communautés » (Baschet 2005 : 28). En effet, à partir des années quatre-vingt, le Chiapas voit se développer les organisations dirigées par les indigènes eux-mêmes, conséquence du courant indianiste qui se propage à l'ensemble du continent. Ces organisations se mobilisent, occupent des terres et amplifient le champ de leurs revendications, leur donnant ensuite une teneur plus politique et exigeant la liberté, la démocratisation et le respect de la dignité indigène. De nombreux membres de l'EZLN se sont d'abord formés dans ces organisations.

C'est dans ce contexte qu'en 1983 s'installera puis se développera l'EZLN, passant entre 1988 et 1989 de quelques dizaines à plus d'un millier de combattants. L'idée de la lutte armée progresse alors, à mesure de l'insatisfaction grandissante suscitée par la voie pacifique jusque-là adoptée par le mouvement social chiapanèque.

Toute une série de facteurs, de la chute du prix du café entre 1989 et 1991 à la crise de l'élevage et à l'interdiction de l'exploitation forestière dans la *selva lacandona* à partir de 1989 à la politique répressive du gouverneur du Chiapas Patrocinio González (1988-1994, PRI) en passant par l'élection polémique et frauduleuse de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994, PRI) et l'amplification des politiques néolibérales par son gouvernement, concourt à inciter les communautés villageoises zapatistes à décider d'entamer la lutte armée. Enfin, la modification en 1992 de l'article 27 de la Constitution fédérale mexicaine, remettant en cause les acquis de la Révolution mexicaine, ainsi que les manifestations et la mobilisation indigène à l'occasion du Cinquième Centenaire de la « Rencontre entre deux mondes », font office de détonateur. Selon Marcos, la guerre est un choix des communautés indigènes, alors que les auteurs critiques à l'égard du zapatisme y voient une décision voulue par les dirigeants de l'EZLN. Toujours est-il que le 1er janvier 1994, des milliers d'indigènes en armes prennent les villes de San Cristóbal de las Casas, Ocosingo, Las Margaritas et Altamirano, réclamant « travail, terre, toit, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix [88] ».

1994-2004 : la guerre des mots [89] ?

Cependant, les zapatistes ne tarderont pas à être refoulés militairement, et se replieront

alors dans leurs régions d'origines, aux confins du Chiapas. A Mexico, des milliers de mexicains manifestent pour réclamer la fin des hostilités, et le 12 janvier 1994, le président Carlos Salinas de Gortari décrètera alors un cessez-le-feu unilatéral, marquant le début de laborieuses négociations entre le gouvernement fédéral et l'EZLN.

En effet, peu après le cessez-le-feu, le 21 février, débutera dans la cathédrale de San Cristóbal le dialogue pour la paix réunissant des dirigeants de l'EZLN (le subcomandante Marcos et vingt membres du Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI)), le commissaire pour la paix Manuel Camacho Solis, et le médiateur Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal, dialogue qui donnera lieu à des propositions du gouvernement que l'EZLN rejettera après avoir consulté ses bases. A la suite, il publiera son deuxième manifeste, la deuxième Déclaration de la jungle Lacandone (12 juin 1994).

Depuis la fin des hostilités et la manifestation pour la paix à Mexico, l'EZLN a commencé à prendre en compte un troisième acteur, la société civile. C'est ainsi, qu'en fonction de celle-ci, les zapatistes réorientent alors leur stratégie, ce qui se verra notamment par l'organisation de plusieurs conférences, rencontres et conventions. La première d'entre elles, la *Première Convention nationale démocratique*, réunira entre le 6-9 août 1994 près de 6000 personnes au quartier général zapatiste, dans le village de Guadalupe Tepeyac. Celle-ci sera suivie d'une deuxième *Convention Nationale Démocratique* et d'une *Rencontre pour l'Humanité et de lutte contre le Néolibéralisme*, dit *Rencontre Intergalactique*, le *Forum National Indigène* etc.

Enfin, des actions militaires bien que moins nombreuses que les rencontres organisées par l'EZLN ou les différentes tentatives de dialogue et de médiation entre les deux parties du conflit, seront quand même déclenchées, exclusivement par le gouvernement. En effet, si à la fin de l'année 1994 les zapatistes rompent leur encerclement par l'armée et prennent position dans 38 villes du Chiapas qu'ils déclarent municipalités autonomes et rebelles, cela s'est fait pacifiquement. L'armée quant à elle lancera plusieurs offensives, notamment au début de l'année 1995, même si aux yeux de la plupart des commentateurs du conflit, l'action militaire fédérale consiste bien plus en une guerre de basse intensité, envers la population du Chiapas.

Cependant, les dialogues de la cathédrale seront suivis de diverses rencontres, médiations ou accords entre le gouvernement et l'EZLN, souvent avec la médiation et la présence d'acteurs de la société civile (intellectuels, journalistes, prêtres, anthropologues, écrivains...). Ces négociations avec le gouvernement ne donneront guère de résultat, en tout cas pas suffisamment pour satisfaire l'EZLN et ses partisans.

Notons que le 16 janvier 1996, les deux parties finissent par s'entendre, signant alors les seuls accords conclus à ce jour, les *Accords de San Andrés* portant notamment sur les *Droits et culture indigène*. D'autres thèmes de discussion sont prévus, mais, au début du mois de septembre de la même année, évoquant essentiellement « les réticences gouvernementales à mettre en œuvre les accords signés et le harcèlement militaire des villages et hameaux favorables aux zapatistes » (Duterme 2004), les commandants rebelles décident de « suspendre » le dialogue. Comme nous le dit Bernard Duterme, malgré l'arrivée de Vicente Fox à la tête du pays se vantant en prenant le pouvoir de régler le conflit du Chiapas « en un quart d'heure », et le vote d'une réforme constitutionnelle (refusée par les zapatistes) visant à donner suite aux accords de San Andrés, « sept ans plus tard, en dépit d'une certaine démocratisation du jeu politique mexicain, les données du problème n'ont pas fondamentalement changé. [...] La résolution du conflit n'a pas avancé d'un pouce. Toujours armée, l'EZLN reste cantonnée aux confins du Chiapas. Cependant, « l'originalité du mouvement fait consensus », et « les guérilleros bénéficient d'un retentissement inversement proportionnel à leurs faits

d'armes » (Duterme 2004).

Évidemment, de nombreux événements, polémiques et revirements marqueront désormais les relations entre l'EZLN et le gouvernement mexicain [90]. Malgré ses nombreuses initiatives et prises de parole, l'action de l'EZLN sera entrecoupée de longues périodes de silence. Cependant, il apparaîtrait bien laborieux, et ce n'est pas l'objet de ce travail, que de vouloir rapporter ici l'ensemble des événements qui ont marqués ce conflit. Cependant, nous pouvons en donner la teneur en distinguant plusieurs phases.

Durant une première phase, le mouvement zapatiste est caractérisé par « une dynamique puissante et une interaction intense avec la société » (Baschet 2005 : 37), suscitant « débats et mobilisations au sein de la population mexicaine » (Baschet 2005 : 37). Le mouvement zapatiste aura un effet fédérateur et, les années 1994-1996 verront les grandes initiatives zapatistes : le dialogue de la Cathédrale avec le gouvernement (février 1994), la *Convention nationale démocratique* (CND) en août 1994, la mobilisation en faveur du gouvernement du Chiapas en rébellion de Amado Avendaño, la constitution de 30 municipes autonomes rebelles, une consultation nationale, le dialogue de San Andrés, l'organisation du *Forum National Indigène* en 1996, qui donne naissance au Congrès National Indigène, puis la *Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme* en juillet-août 1996, réunissant plus de 3000 participants venus de plus de 40 pays, dont de nombreux intellectuels, universitaires et artistes. Comme le résume Jérôme Baschet dans son ouvrage, « durant cette période, l'écho du zapatisme est impressionnant, ainsi que sa capacité à mettre en mouvement la société, tout à la fois au plan régional, national et international » (Baschet 2005 : 39).

Cependant, le rejet par le président Zedillo du projet de réforme constitutionnelle rédigé par la COCOPA, débouche sur « un blocage des négociation qui fige le conflit et interdit toute avancé du processus de paix » (Baschet 2005 : 39). Le gouvernement fédéral mène alors une guerre de basse intensité [91], avec la complicité des groupes paramilitaires, alors que, de son côté, le mouvement zapatiste se concentre sur la revendication du respect des accords de San Andrés. Malgré la venue à Mexico de 1111 zapatistes en octobre 1997, et l'organisation d'une consultation nationale sur les droits indigènes en mars 1999 et plusieurs mois de silence de l'EZLN, « de 1997 à 2000, l'espace politique du zapatisme s'est peu à peu réduit, ses forces se sont amoindries, son écho s'est terni. La dynamique d'interaction avec la société s'est affaiblie au bénéfice d'un isolement croissant » (Baschet 2005 : 41).

Le jour de l'accession au pouvoir de Vicente Fox, une nouvelle étape semble commencer pour les zapatistes. Le 2 décembre 2000, les zapatistes manifestent leur disposition à renouer le dialogue avec le gouvernement. A cette même occasion, ils annoncent la marche d'une délégation formée par les principaux dirigeants zapatistes sur Mexico.

L'objectif est double : reconstituer les forces nationales du mouvement zapatiste, afin d'engager en position rééquilibrée les futures discussions de paix ; susciter une ample mobilisation en faveur de l'application des accords de San Andrés, c'est à dire du vote de la réforme constitutionnelle sur les « Droits et culture indigènes » rédigés par la COCOPA, et exposer au pouvoir législatifs les arguments de l'EZLN en faveur de celle-ci (Baschet 2005 : 43).

C'est ainsi que du 24 février au 1er avril 2001, la *Marche de la dignité indigène* va amener les délégués zapatistes à travers douze Etats de la République mexicaine, culminant le 28 mars par l'accès de la délégation zapatiste à la tribune du Congrès afin de plaider en faveur de la réforme constitutionnelle pour les *Droits et culture indigènes*.

Cependant, le 28 avril 2001, « le parlement fédéral vote une réforme constitutionnelle qui dénature le projet de la COCOPA et ignore superbement l'esprit et la lettre des accords de San Andrés » (Baschet 2005 : 48). Approuvée par une majorité de parlements locaux (mais pas par celui d'Oaxaca, par exemple), la réforme constitutionnelle sera promulguée par le président Fox le 14 août de la même année. Malgré les espoirs suscités par la marche indigène, le dialogue et la négociation d'une solution au conflit chiapanèque se trouvent fortement compromis par le vote du parlement fédéral.

Après avoir dénoncé « la contre-réforme indigène » (Baschet 2005 : 279) et le blocage politique créé par le vote du parlement, et devant la confirmation de la validité de la réforme constitutionnelle, l'EZLN adopte alors « la stratégie du silence » (Baschet 2005 : 279) jusqu'à la date du neuvième anniversaire du soulèvement, le 1er janvier 2003.

A cette occasion, l'EZLN crée une nouvelle fois la surprise, par l'occupation symbolique et pacifique de San Cristobal de las Casas par plus de vingt mille zapatistes, mobilisation qui contredit ceux qui proclamaient trop rapidement l'agonie du mouvement. Puis, en août 2003, sont créées les *Caracoles* et sont inaugurées cinq *Juntas de buen gobierno* [92]. La pratique de l'autonomie existait déjà avec les Communes autonomes rebelles zapatistes créées à partir de décembre 1994, mais avec les Conseil de bon gouvernement, les peuples indigènes veulent engager une « pratique plus conséquente de l'autonomie » (Baschet 2005 : 284), « optant pour la construction de l'autonomie par la voie des faits » et considèrent alors « les Accords de San Andrés comme une loi en vigueur dans leurs territoires [93] ». Le sous-commandant Marcos, qui avait alors laissé la parole durant un an au communes autonomes, livre une synthèse de l'action des cinq conseils dans une série de communiqués intitulés, *Leer un video* [94] et publiés du 20 au 28 août 2004.

Parmi toutes les actions de l'EZLN, la tentative de mise en place de gouvernements autonomes dans trente-six *municipios* (communes) du Chiapas a été considérée comme particulièrement novatrice. En effet, à côté des discours, de la poésie, des actions médiatiques et des rassemblements, l'EZLN montre là qu'il peut apporter concrètement quelque chose au quotidien des populations du Chiapas. A travers l'instauration de *Conseils de Bon Gouvernement* (« *Juntas de Buen Gobierno* ») et de ce que les zapatistes appellent les *Caracoles*, l'EZLN essaie de mettre en pratique son précepte fondamental du *mandar obedeciendo* (« gouverner en obéissant »). Bien qu'il soit trop tôt pour fait un véritable bilan de cette pratique de l'autonomie, il semblerait que ce soit « comme instance de justice et de médiation [...] que le rôle des Conseils s'est avéré le plus novateur [...]. En bref, les *Conseils de bon gouvernement* signifient un approfondissement de la pratique de l'autonomie, sous la forme d'un auto-gouvernement plus solide, amplifiant ses domaines d'intervention et doté d'une coordination régionale » (Baschet 2005 : 288-289).

Cependant, l'un des aspects qui a certainement le plus marqué les commentateurs du conflit est la « parole poético-politique » (Le Bot 1997 : 19) de l'EZLN, produite en particulier par le sous-commandant Marcos.

Conclusion

Issue de la confluence des citoyens politisés, du FLN et de paysans indigènes, marquée par l'influence de la culture et de l'histoire indigène, du marxisme et dans une moindre mesure du christianisme, favorisée par le travail de conscientisation de l'épiscopat du Chiapas et des différentes organisations indigènes, l'émergence de l'EZLN est un processus complexe qui a aboutit à un « cocktail détonnant » et a suscité l'intérêt des

médias, intellectuels et société civile du monde entier. Plaçant au centre de son action le dialogue, la communication, le discours, l'EZLN a eu un écho plutôt favorable dans la presse même si, rançon du succès oblige, l'intérêt des médias s'est vite estompé.

Notes

[1] TLC (Tratado de libre comercio, en espagnol) ou NAFTA (North America free trade agreement, en anglais), Accord de libre-échange nord-américain, accord signé quelques mois auparavant entre les présidents des trois pays concernés (Mexique, USA, Canada). Voir notamment E. Theysset, *L'Amérique latine à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Economica, 1999, p. 95-101.

[2] « Indigène » n'a aucunement ici la moindre connotation péjorative ou primitive. C'est par ce mot en espagnol, *indígena*, que sont désignés, en Amérique Latine et au Mexique, de la manière la plus neutre, les descendants des peuples autochtones américains. C'est par ce terme sauf exceptions (citations) que nous les désignerons dans nos travaux.

[3] San Cristobal de las Casas (ancienne « capitale » de l'Etat du Chiapas), Altamirano, Ocosingo et Las Margaritas, mais pas la capitale actuelle du Chiapas, Tuxtla Gutiérrez.

[4] Etat du sud-est du Mexique (République fédérale), l'un des plus pauvres et des plus indigènes du pays.

[5] EZLN : Ejército zapatista de liberación nacional. Nous utiliserons ce sigle dans la suite du texte.

[6] *¡Hoy decimos basta !* (Aujourd'hui nous disons ça suffit) ou *Première déclaration de la jungle lacandone* fut la première déclaration officielle de l'EZLN. Elle fut lue depuis le balcon de l'hôtel de ville, pris par l'EZLN, de San Cristobal de las Casas le 1er janvier 1994. Pour le texte de la déclaration voir Sous-commandant Marcos, *Ya basta ! Tome I*, Paris, Dagorno, 1996, p.17.

[7] B. Duterme, « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas », *Le Monde diplomatique*, Paris, janvier 2004.

[8] Sous-commandant Marcos, *Ya basta ! Tome II*, Paris, Dagorno, 1996, quatrième de couverture.

[9] *Ya basta ! T1, op. cit.*, p. 81. Communiqué de l'EZLN du 13 janvier 1994.

[10] Cité par Y. Le Bot, *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997, p.83.

[11] F. Matamoros Ponce, *Mémoire et Utopie au Mexique. Mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme*, Paris, Syllepse, 1998.

[12] En effet, bien que le Mexique soit officiellement un pays multipartiste, la permanence du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) au pouvoir, depuis sa création en 1928 par le président Plutarco Elias Calles, (pour contourner la loi interdisant à un président élu de se représenter à l'élection présidentielle et continuer à diriger le pays par l'entremise des deux présidents suivants, considérés comme ses « hommes de pailles ») et jusqu'en 2000, fait de ce parti un « parti-Etat » resté au pouvoir par la corruption, le clientélisme et les fraudes électorales.

[13] PAN : Partido de Acción Nacional (Parti d'action national), centre-droit, un des principaux partis politiques du pays.

[14] 2 juillet 2000.

[15] I. Jarry, « Jacques Chirac en visite officielle du 11 au 16 novembre ; les paris du président Zedillo », *Le Figaro*, Paris, 12 novembre 1998.

[16] Instance dirigeante de l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional, pourvu d'un rôle politico-militaire, le CCRI-CG est constitué par des représentants de chaque ethnie présente dans le mouvement zapatiste. La plupart des communiqués émis par le mouvement zapatiste sont signés ou co-signés par le CCRI-CG. Nous utiliserons désormais les acronymes CCRI-CG pour désigner le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène - Commandement Général et EZLN pour désigner l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional.

[17] Y. Le Bot et al., *La fragile armada. La marche des zapatistes*, Paris, Métailié, 2001, p.15 ; pour la version originale en espagnol, voir « Carta a Vicente Fox, 2 de diciembre del 2000 », *La marcha del color de la tierra*, México D.F., Rizoma, 2001, p.5.

[18] *La marcha del color de la tierra, op. cit.* p. 10-12.

[19] *Ibidem.* p.10. « Considerando : Que no es posible concebir un México digno sin un lugar digno para los pueblos indígenas del país » (traduction française personnelle).

[20] *Ibidem.* p.10. « Que el reconocimiento constitucional de los Derechos y la Cultura de los Pueblos Indígenas es un pendiente cuya solución no puede postergarse por más tiempo » (traduction française personnelle).

[21] *Ibidem.* p.10. « Que ha decidido enviar una delegación del CCRI-CG del EZLN a la ciudad de México con el fin de encabezar esta movilización para dirigirse al Honorable Congreso de la Unión y para argumentar frente a los legisladores las bondades de la llamada " Propuesta de iniciativa de Ley Indígena de la COCOPA " ». La COCOPA est la Commission parlementaire de concorde et de pacification, créée en 1995 et composée de représentants des principaux partis mexicains, elle a pour mission de veiller à la poursuite

du dialogue de paix entre l'EZLN et le gouvernement et à l'application des accords.

[22] Dans l'Etat du Chiapas, au sud-est du Mexique.

[23] I. Ramonet, *Marcos. La dignité rebelle*, *op. cit.* ; ainsi que J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, Paris, Denoël, 2005, p.10.

[24] « [Le Chiapas] est le troisième producteur national de café, [...] produit quotidiennement 60 000 barils de brut [...] [et] la plus grande quantité d'électricité [du pays] (55% de la consommation nationale) », I. Jarry, « Quatre ans après l'insurrection zapatiste ; L'exode des Indiens du Chiapas », *Le Figaro*, Paris, 01 janvier 1998. Selon M. Dautier, « Premier Etat pour la production du café, le Chiapas vient en seconde position pour l'élevage, en troisième pour le maïs et [...] il occupe une des premières places pour le pétrole et produits dérivés [...], la première pour l'hydroélectricité. [...] plus de la moitié [de la population est] en sous-emploi [et touchée par la] dénutrition [...]. Le Chiapas arrive en début de liste, selon tous les critères de l'"extrême pauvreté " ». Situation résumée par la formule « Des Indiens pauvres dans un Etat riche » par Martine Dautier, « Guerre indienne en terre promise » p. 12-14, in A. Monod (dir.), *Feu maya*, Paris, *Ethnies 16-17*, 1994, p.9-41.

[25] M. Lemoine, « Alors que l'attention est fixée sur le Chiapas – Nouvelles guérillas dans le Guerrero mexicain », *Le Monde diplomatique*, Novembre 1998 ; I. Ramonet, « Marcos marche sur Mexico », *Le Monde diplomatique*, mars 2001.

[26] I. Ramonet, « Marcos marche sur Mexico », *op. cit.*.

[27] Les chiffres sont incertains et varient selon les études consultées. D. Tschirgi, par exemple, parle lui de 1000 à 1500 mort, D. Tschirgi, « Conflits d'un nouveau type en Egypte et au Mexique – Des islamistes aux zapatistes, la révolte des 'marginiaux de la terre' », *Le Monde diplomatique*, janvier 2000, I. Ramonet évoque « des combats qui se soldèrent par des dizaines de morts », in « Marcos marche sur Mexico », *op. cit.*

[28] *Ya Basta T.1*, Paris, Dagorno, 1994, p. 17.

[29] F. Matamoros Ponce, *Mémoire et utopie au Mexique*, *op. cit.*, p.64.

[30] « Déclaration de la jungle lacandone », *Ya basta T.1, op.cit.*, p.21. La « Déclaration de la jungle lacandone » (ou « Première déclaration de la jungle lacandone » car suivie de cinq autres dans les années suivantes, a été lue par le sous-commandant Marcos, depuis le balcon de l'hôtel de ville de San Cristobal de Las Casas, le 1er janvier 1994 lors du soulèvement zapatiste. Elle est considérée comme la première déclaration publique de l'EZLN, et le document fixant les premières mesures et objectifs de la guérilla zapatiste.

[31] *Ibidem*, p.21.

[32] *Ibidem*, p.21.

[33] *Ibidem*.

[34] C. Montemayor, *La rébellion indigène du Mexique. Violence, autonomie et humanisme*, Paris, Syllepse, 2001, p.133.

[35] EZLN, « Carta del CCRI-CG EZLN. A la sociedad civil, 1° de Enero del 2001 », *La marcha del color de la tierra, op. cit.*, p. 32.

[36] L'EZLN fit connaître ses propositions concernant les négociations avec le gouvernement, et dans un communiqué daté du 10 septembre 1995, rassemble les thèmes proposés en 6 points, que la délégation gouvernementale ne se montrera pas toujours disposée à analyser : 1 – Droits et culture indigène ; 2 – Démocratie et justice ; 3 – Bien-être et développement ; 4 – Conciliation au Chiapas ; 5 – Droits des femmes au Chiapas ; 6 – Arrêt des hostilités.

[37] V. Lavou, « Violent réveil des oubliés de l'histoire – Pourquoi la révolte au Chiapas ? », *Le Monde diplomatique*, février 1994.

[38] D. Tschirgi, « Conflits d'un nouveau type en Egypte et au Mexique – Des islamistes aux zapatistes, la révolte des 'marginiaux de la terre' », *op. cit.* (« Car la demande essentielle des zapatistes, à savoir une refonte du système politique qui garantisse la démocratie, rencontre d'emblée un large écho dans une société [...] les droits des indigènes figurent en bonne place dans les revendications zapatistes »). Notons notamment que le terme « démocratie » est mentionné pas moins de 114 fois dans l'ensemble des communiqués et interviews de l'EZLN et du sous-commandant Marcos émis entre le 1er janvier et le 28 février 1994 (selon la liste des communiqués et interviews indiquée sur *palabrazapatista.com.mx*), soit une forte présence de ce thème dans le discours zapatiste.

[39] « Convention n°167 de l'OIT », cité par C. Montemayor, *op. cit.*, p. 147.

[40] « Guerres sans frontières. Interview d'Arnaud de la Grange », *Le Figaro Littéraire*, Paris, 23 janvier 1997 (nous soulignons).

[41] Selon le *Petit Larousse*, une nation est une « grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte », « Nation », *Petit Larousse*, Paris, Larousse/VUEF, 2003, p.687.

- [42] EZLN, *La Marcha...*, op. cit. p. 8 ; Y. Le Bot et al., *La Fragile Armada*, op.cit., p.18.
- [43] La question indigène en Amérique latine est dénommée, par la plupart des auteurs l'ayant abordée, comme le problème indigène, dénomination que nous reprenons ici.
- [44] F. Morin, « Indien, indigénisme, indianité », *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine*, Paris, Ed. du CNRS, 1982 (ouvrage coordonné par le GRAL de l'Université de Toulouse-le-Mirail).
- [45] T. Todorov, *La Conquête de l'Amérique. La question de l'Autre*, Paris, Seuil, 1982, p.67.
- [46] A. Monod, *Feu Maya. Le soulèvement au Chiapas*, Paris, *Ethnies 16-17*. M. Lemoine parle même de « soixante milles hommes de l'armée fédérale » envoyés au Chiapas à la fin de l'année 1994, M. Lemoine, « Otages des spéculateurs internationaux. Le Mexique en guerre au Chiapas », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.
- [47] Ceci n'est certainement pas l'attitude de tous les éléments de l'armée fédérale et, du reste nous n'avons pas pu vérifier cela sur le terrain ne reportant en cela que les informations puisées dans divers livres, articles et communiqués.
- [48] Voir notamment le plus célèbre d'entre eux, ayant joué un rôle important dans la propagation de la Leyenda negra, la *Brevísima relación de la destrucción de la Indias*, imprimé pour la première fois en 1552.
- [49] *Bulle Inter Caetere* du pape Alexandre VI aux rois catholiques en 1493 suppose que l'indigène est doté d'une âme ; l'Instruction à l'attention de Colon en 1497 de la part des souverains espagnols le suppose aussi ; la bulle *Sublimis Deus* de Paul III en 1537 ; Lois de Barcelone en 1542 ; Lois des Indes en 1680.
- [50] H. Favre, *L'indigénisme*, Paris, PUF, p.4.
- [51] Terme désignant, au Mexique, le non indigène, criollo et métis d'ascendance espagnole.
- [52] C. Rudel, *Le Mexique*, Paris, Karthala, 1997, p.66.
- [53] Propriété rurale de très grandes dimensions appartenant à un seul propriétaire, faisant partie de l'oligarchie locale.
- [54] Pour le récit de la condition de *peones acasillados* et de paysan indigène, se reporter par exemple à E. Stutz, *Irma, femme du Chiapas*, Paris, l'Esprit frappeur, 1998 ; ou Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchú*, Paris, Gallimard, 1999 (1^o édition 1983), pour un exemple guatémaltèque.
- [55] C. Rudel, *Le Mexique*, op. cit., p.68-71 ; John Womack, *Emiliano Zapata*, Paris, La Découverte, 1997.
- [56] Prêtre ladino du diocèse de Dolores, il est considéré comme le père de l'Indépendance du Mexique. Miguel Hidalgo y Costilla (1753-1811) s'efforça d'améliorer les conditions de vie de ses paroissiens, indigènes pour la plupart. C'est lui qui, le 16 septembre 1810, commença la lutte pour l'indépendance et leva une armée de près de 80 000 hommes, essentiellement des Indiens et des métis pauvres. Mis en déroute quelques mois après (janvier 1811), il fut jugé par l'Inquisition et livré aux autorités pour être exécuté. Vénéralisé par l'ensemble des Mexicains après l'accession à l'Indépendance du pays et la proclamation de la République (1824), le jour de son appel à la révolte (16 septembre) devint la Fête de l'Indépendance du Mexique.
- [57] Appellation péjorative par laquelle les « continentaux » américains désignaient les « métropolitains » espagnols.
- [58] Nom donné à l'époque colonial aux descendants d'Espagnols nés sur le continent américain, désignant aujourd'hui les blancs descendant d'Espagnols.
- [59] *Ibidem*, p. 56 ; voir aussi Adolfo Gilly, *La revolución interrumpida*, chapitre « Cardenismo » p.347-394.
- [60] Citation de Cárdenas : « Dans ce pays il n'y aura pas de paix et le sang n'arrêtera pas de couler tant que ne sera pas résolu le problème de la terre », A. Gilly, *La révolution mexicaine (1910-1920), une révolution interrompue*, Paris, Syllepse, 1995 p.270 ; cité par F. Matamoros Ponce, *Mémoire et Utopie au Mexique*, op. cit., p.56.
- [61] « Cinquième rapport de Gouvernement, 1993, C. Salinas » cité par M. Dauzier, « Guerre indienne en terre promise », A. Monod, *Feu maya. Le soulèvement au Chiapas*, Paris, *Ethnies 16-17*, 1994, p.9.
- [62] Par exemple : la résistance des Yaquis au XVI^e siècle ainsi qu'une « violente rébellion de mars 1740 à mars 1741 », Christian Rudel, *Le Mexique*, Paris, Karthala, 1997, p.42 ; la « guerre chichimèque » menée par les Indiens du même nom de 1547 à 1600 environ, C. Rudel, *Ibidem.*, p. 43 ; Le Chiapas a vu « deux grands soulèvements messianiques indiens, en 1712 et en 1869 », M. Dauzier, « Guerre indienne en terre promise », A. Monod, *Feu Maya*, op. cit., p. 10 ; concernant le soulèvement de 1712, pour un exposé complet et détaillé des faits ainsi qu'une analyse des causes, voir Juan Pedro Viqueira, *Une rébellion indienne au Chiapas, 1712*, L'Harmattan, 1999, 173 p. ou C. Rudel, *Le Mexique*, op. cit., p.46-47 pour un rapide rappel des faits ; plus récemment et dans un registre différent, l'expérience singulière de Juchitán (Oaxaca) est aussi un exemple de résistance des peuples indigènes au pouvoir en place ; se reporter à Jeffrey W. Rubin, *Decentering the Regime. Ethnicity, Radicalism and Democracy in Juchitán*, Mexico, Duke University Press, 1997.
- [63] Samuel Garcia Ruiz, évêque de San Cristobal de las Casas et personnage-clé du Chiapas, partisan de « l'option préférentielle pour les pauvres » (voir notamment l'entretien avec Mgr. Samuel Ruiz réalisé par

Michael Löwy « La libération m'intéresse plus que la théologie », *Volcans-Tlalticpac* n°26, Paris, avril-mai 1997), fortement influencé par la théologie de la libération, le concile Vatican II et la Commission épiscopale latino-américaine de Medellín, a été qualifié par ses détracteurs d'« évêque rouge », en raison de son action sociale et de son travail de conscientisation en direction des populations indigènes du Chiapas. Son action pastorale et sociale n'est certainement pas pour rien dans le soulèvement zapatiste et l'organisation des populations indigènes. Son patient travail de conscientisation ayant certainement préparé le terreau sur lequel pourra croître le zapatisme. Très apprécié des indigènes, qui le nomme Tatic, papa en langue maya, il s'est notamment prononcé en désaccord avec la prise des armes, bien qu'il reconnaisse comme justes et valables les causes du soulèvement et les revendications de l'EZLN. Au début de l'insurrection, certains voyaient en lui le sous-commandant Marcos ou la tête pensante de l'EZLN, le surnommant alors ironiquement « sous-commandant Samuel ».

[64] O. Arze Quintanilla, « Del indigenismo a la indianidad : cincuenta años de indigenismo continental » p. 18 in José Alcina Franch (coord.), *Indianismo e indigenismo en América*, Madrid, Alianza Editorial, 1990, p.18-33. (nous traduisons : cette question séculaire permettant la coexistence de nations ethniquement, linguistiquement et culturellement diverses et différentes dans le moule de formations sociales à la fois unitaires et plurielles).

[65] D. Maingueneau & P. Charaudeau, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002, p.464.

[66] *Ya Basta !*, Paris, Dagorno, 1994, p.10.

[67] Non pas encore l'EZLN qui surgira officiellement sur la scène publique le 1er janvier 1994, mais une partie des villageois de la campagne chiapanèque.

[68] *Ya Basta !*, Paris, Dagorno, 1994, p.10.

[69] Principalement l'interview réalisée par le sociologue Yvon Le Bot (CADIS, EHESS/CNRS) et retranscrit en deuxième partie de son ouvrage (1997, Seuil). Cette version, dont on peut aussi retrouver certains éléments dans la vidéo de Tessa Brisac et Carmen Castillo (*La véridique légende...*) a, aux yeux de certains chercheurs et journalistes, été édulcorée par les protagonistes, soucieux de donner une image lisse du mythe originel et d'occulter certains éléments gênants.

[70] Se référer pour cela à la bibliographie à la fin de notre étude.

[71] Certains n'hésitant pas à soupçonner le correspondant du Monde au Mexique de sympathies pro-gouvernementales, lui reprochant notamment l'unicité des sources (gouvernementales) et le non-recoupage de certaines informations avec la version zapatiste.

[72] B. De La Grange & M. Rico, *Sous-commandant Marcos, la géniale imposture*, Paris, Plon, 1998.

[73] Hidalgo et Morelos, ainsi que Vicente Guerrero sont des héros de l'Indépendance mexicaine. Début de la guerre d'indépendance contre l'Espagne, 1810. Pour plus d'information sur cette période, se reporter à John Lynch, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, Ariel, 1997 (Chap. 9, « México, la consumación de la independencia americana », p.292-335).

[74] A ce sujet, pour un bref aperçu voir notamment : F. Escarpit, « Dans les Etats de Guerrero, Oaxaca et Mexico. Une multitude de guérillas », *Le Monde diplomatique*, Paris, 1997 ; M. Lemoine, « Nouvelles guérillas dans le Guerrero mexicain », *Le Monde diplomatique*, Paris, novembre 1998, ou encore *Guerre sociale au Guerrero*, 2 tomes, Paris, Syllepse, 1997.

[75] Révolution mexicaine, 1910/1920, voir notamment A. Gilly, *La révolution mexicaine. Une révolution interrompue*, Paris, Syllepse, 1995. Au sujet d'Emiliano Zapata, se référer à J. Womack, *Emiliano Zapata*, Paris, La Découverte, mars 1997.

[76] Créé en 1929, à l'initiative de Plutarco Elías Calles, le PNR (Parti national révolutionnaire), deviendra l'actuel PRI en 1949.

[77] M. Azuela, *Los de Abajo*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1974.

[78] Y. Le Bot, *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997, p.111. Voir aussi l'interview de T. Brisac dans C. Castillo & T. Brisac, *La véridique légende du sous-commandant Marcos*, Arte, 1997.

[79] Localité près de México.

[80] Forces de Libération nationale, dirigées par les frères Yanez. Voir, B. de La Grange & M. Rico, *Marcos, la géniale imposture*, Paris, Plon, 1998 ; C. Montemayor, *La rébellion indigène du Mexique*, Paris, Syllepse, 2001, p.73.

[81] Guérillas établis dans l'Etat du Guerrero.

[82] Voir, C. Montemayor, *Guerre au paradis*, Paris, Gallimard, 1999.

[83] Gardes-blanches : hommes de main à la solde des grands propriétaires fonciers.

[84] « Votán Zapata » : une légende vivace, entre autres, veut en effet que ce soit le cousin de Zapata qui ait été tué à sa place tandis que le général vivrait toujours dans les montagnes...

[85] *Línea Proletaria* et *Política Popular* notamment. Voir C. Montemayor, *La rébellion indigène...*, op. cit., p.67 et s. et Y. Le Bot, *Le rêve zapatiste*, op. cit., p.53.

[86] Terme désignant au Mexique, le non indigène, criollo et métis.

- [87] J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion, 2005, p.25.
- [88] « Déclaration de la jungle lacandone », EZLN & sous-commandant Marcos, *Ya basta, T.I, op. cit.*, p.21.
- [89] « On comprendra alors que l'arme principale de l'EZLN n'aura pas été le fusils, mais la parole, les mots », sous-commandant Marcos cité par I. Ramonet, « Marcos marche sur Mexico », *Le Monde diplomatique*, Paris, mars 2000 ; cf. G. Rovira, *Zapata vive*, Barcelona, Virus, 1994 ; de nombreux ouvrages soulignent cette spécificité, certains dès leur titre. Par exemple, livre publié en 2004 par une sympathisante zapatiste pour retracer les dix ans de lutte et les vingt ans d'existence de l'EZLN sera intitulé, *EZLN 10 et 20. Le feu et la parole*, mettant l'accent une fois de plus sur la dimension discursive du conflit.
- [90] Cf. Chronologie en annexes ; ainsi que G. Munoz Ramirez, *EZLN 20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 2004.
- [91] Guerre de basse intensité menée par le gouvernement et les groupes paramilitaires, dont le massacre d'Actéal, le 22 décembre 1997, au cours duquel 45 indigènes tzotzils sont assassinés est le principal symbole.
- [92] Les *Juntas de buen gobierno* (ou Conseils de bon gouvernement) sont créées par les communes autonomes dans chacune des cinq zones déclarées zapatistes. Ce sont des instances régionales émanant des autorités municipales, où siègent deux représentants de chacun de municipes concernés, relayés au terme de courtes périodes de quelques semaines. Chargées de remédier aux défauts de fonctionnement des communes autonomes, les Juntas de buen gobierno sont aussi des instances de recours en cas d'abus de la part des autorités municipales, et de médiation en cas de conflit entre communes autonomes, J. Baschet, *La rébellion zapatiste, op. cit.*, p. 284-285.
- [93] DIAL, « Construire l'autonomie dans les communautés zapatiste : éducation, santé, économie et justice », *Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine*, bulletin D2801, du 1 au 15 mai 2005, voir le site dans la netographie.
- [94] Voir une partie des communiqués zapatistes, classés par année, sur le site de l'EZLN : <http://palabra.ezln.org.mx/>

Bibliographie

- O. Arze Quintanilla, « Del indigenismo a la indianidad : cincuenta años de indigenismo continental », in José Alcina Franch (coord.), *Indianismo e indigenismo en América*, Madrid, Alianza Editorial, 1990, p. 18-33.
- M. Azuela, *Los de Abajo*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1974.
- J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion, 2005, p.25.
- Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchú*, Paris, Gallimard, 1999 (1^o édition 1983).
- B. De La Grange & M. Rico, *Sous-commandant Marcos, la géniale imposture*, Paris, Plon, 1998.
- DIAL, « Construire l'autonomie dans les communautés zapatiste : éducation, santé, économie et justice », *Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine*, bulletin D2801, du 1 au 15 mai 2005.
- B. Duterme, « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas », *Le Monde diplomatique*, Paris, janvier 2004.
- Martine Dauzier, « Guerre indienne en terre promise », in A. Monod (dir.), *Feu maya*, Paris, *Ethnies 16-17*, 1994, p.9-41.
- F. Escarpit, « Dans les Etats de Guerrero, Oaxaca et Mexico. Une multitude de guérillas », *Le Monde diplomatique*, Paris, 1997.
- EZLN, *La marcha del color de la tierra*, México D.F., Rizoma, 2001.
- H. Favre, *L'indigénisme*, Paris, PUF.
- A. Gilly, *La révolution mexicaine (1910-1920), une révolution interrompue*, Paris, Syllepse, 1995
- Guerre sociale au Guerrero*, 2 tomes, Paris, Syllepse, 1997.
- « Guerres sans frontières. Interview d'Arnaud de la Grange », *Le Figaro Littéraire*, Paris, 23 janvier 1997.
- I. Jarry, « Quatre ans après l'insurrection zapatiste ; L'exode des Indiens du Chiapas », *Le Figaro*, Paris, 01 janvier 1998.
- I. Jarry, « Jacques Chirac en visite officielle du 11 au 16 novembre ; les paris du président Zedillo », *Le Figaro*, Paris, 12 novembre 1998.
- B. de la Las Casas, *Brevísima relación de la destrucción de la Indias*, imprimé pour la première fois en 1552.
- V. Lavou, « Violent réveil des oubliés de l'histoire – Pourquoi la révolte au Chiapas ? », *Le Monde diplomatique*, février 1994.
- Y. Le Bot, *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997.
- Y. Le Bot et al., *La fragile armada. La marche des zapatiste*, Paris, Métailié, 2001.

M. Lemoine, « Otages des spéculateurs internationaux. Le Mexique en guerre au Chiapas », *Le Monde*

diplomatique, mars 1995.

M. Lemoine, « Alors que l'attention est fixée sur le Chiapas – Nouvelles guérillas dans le Guerrero mexicain », *Le Monde diplomatique*, Novembre 1998

M. Löwy « Entretien avec Samuel Ruiz. La libération m'intéresse plus que la théologie », *Volcans-Tlalticpac* n°26, Paris, avril-mai 1997.

J. Lynch, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, Ariel, 1997 (Chap. 9, « México, la consumación de la independencia americana », p.292-335).

D. Maingueneau & P. Charaudeau, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002, p.464.

F. Matamoros Ponce, *Mémoire et Utopie au Mexique. Mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme*, Paris, Syllepse, 1998.

A. Monod, *Feu Maya. Le soulèvement au Chiapas*, Paris, *Ethnies* 16-17.

C. Montemayor, *Guerre au paradis*, Paris, Gallimard, 1999.

C. Montemayor, *La rébellion indigène du Mexique. Violence, autonomie et humanisme*, Paris, Syllepse, 2001, p.133.

F. Morin, « Indien, indigénisme, indianité », *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine*, Paris, Ed. du CNRS, 1982 (ouvrage coordonné par le GRAL de l'Université de Toulouse-le-Mirail).

G. Munoz Ramirez, *EZLN 20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 2004.

I. Ramonet, *Marcos. La dignité rebelle*, Paris, Galilée

I. Ramonet, « Marcos marche sur Mexico », *Le Monde diplomatique*, mars 2001.

G. Rovira, *Zapata vive*, Barcelona, Virus, 1994

Jeffrey W. Rubin, *Decentering the Regime. Ethnicity, Radicalism and Democracy in Juchitán, Mexico*, Duke University Press, 1997.

C. Rudel, *Le Mexique*, Paris, Karthala, 1997.

Sous-commandant Marcos, *Ya basta ! Tome I*, Paris, Dagorno, 1996.

Sous-commandant Marcos, *Ya basta ! Tome II*, Paris, Dagorno, 1996.

E. Stutz, *Irma, femme du Chiapas*, Paris, l'Esprit frappeur, 1998.

E. Theysset, *L'Amérique latine à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Economica, 1999.

T. Todorov, *La Conquête de l'Amérique. La question de l'Autre*, Paris, Seuil, 1982, p.67.

D. Tschirgi, « Conflits d'un nouveau type en Egypte et au Mexique – Des islamistes aux zapatistes, la révolte des 'marginiaux de la terre' », *Le Monde diplomatique*, janvier 2000.

Juan Pedro Viqueira, *Une rébellion indienne au Chiapas, 1712*, L'Harmattan, 1999, 173 p.

John Womack, *Emiliano Zapata*, Paris, La Découverte, 1997.

Vidéo:

T. Brisac dans C. Castillo & T. Brisac, *La véridique légende du sous-commandant Marcos*, Arte, 1997.

Pour citer cette étude:

Serge DE SOUSA, "EZLN: Genèse et histoire du conflit néo-zapatiste au Chiapas", *ISPAL*, [en ligne], 2009 (URL: <http://ispal.edispal.com/2009/06/ezln-rebellion-chiapas.html>) ou pour la version originale papier (transmissible sur demande en .pdf) "EZLN: Formation et action", in Serge DE SOUSA, *La rébellion zapatiste dans Le Monde diplomatique – une analyse du discours (1994-2004)*, Master en Sciences du langage, Université de Franche-Comté, 2007, p. 15-39 (chapitre 1).